

Droit, économie, gestion Mention : Droit Domaine : Droit, Économie, Gestion

RNCP10153 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	LICENCE — Licence
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1901, K1902, K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université Paris 13

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- Ce professionnel est capable de :
- maîtriser les exigences du travail universitaire,
- analyser l'ensemble des textes juridiques, qu'ils soient contractuels, constitutionnels, législatifs, juridictionnels, etc...

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Prévenir et résoudre les litiges, par des solutions amiables ou judiciaires ;
- Informer et conseiller dans le domaine des procédures juridiques ;
- Utiliser des bases de données juridiques ;
- Organiser l'application du droit ; vérifier l'application du droit ;
- Adapter une réglementation aux besoins d'un usager ;
- Savoir analyser et interpréter un texte juridique de toute nature ;
- Analyser une jurisprudence ;
- Organiser le suivi d'une procédure ;
- Instruire un dossier juridique ;
- Maîtriser l'anglais juridique ;
- Maîtrise des fondamentaux théoriques de la spécialité ;
- Maîtrise du raisonnement ;
- Aptitude à la réflexion et à la synthèse ;
- Aptitude à la mise en œuvre d'une démarche intellectuelle rigoureuse.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le diplômé peut prétendre travailler dans le secteur privé (juridique, para-juridique ou autre) sur un poste qui requiert un niveau Bac +3 ainsi que des connaissances générales dans le domaine du Droit. Il peut ainsi s'agir pour le diplômé de travailler dans une compagnie d'assurance, dans une banque, dans une agence immobilière, etc....

De même, le diplômé peut intégrer le secteur public ou para-public via les différents concours de la fonction publique

qui requièrent un niveau Bac +3 ainsi qu'une formation généraliste en droit.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- concours de la fonction publique de catégorie A et/ou B
- rédacteur sinistre auprès d'une compagnie d'assurance
- principal contentieux auprès d'une agence immobilière
- agent immobilier
- agent de banque chargé du contentieux ou de la rédaction d'actes
- chargé du contentieux auprès d'association de consommateurs

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, VAE

Les enseignements sont assurés en totalité par des enseignants - chercheurs titulaires.

Personnes ayant participé aux enseignements (loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/10153/>